

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Pointe-Claire | 66097 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Daniel Séguin



Date
1.1 8 avril 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Pointe-Claire**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Pointe-Claire** et de son organisme contrôlé (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidés au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Pointe-Claire** au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Pointe-Claire** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider du groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 8 avril 2026

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	168 766 200	165 214 583	168 662 777
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 080 600	2 063 986	1 945 829
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 208 600	10 605 368	3 938 184
Services rendus	5	7 593 940	7 069 233	7 517 681
Imposition de droits	6	6 535 900	11 962 703	12 440 032
Amendes et pénalités	7	685 400	1 144 018	879 847
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	2 700 000	3 854 885	4 907 607
Autres revenus	10	30 800	1 149 588	1 989 913
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	192 601 440	203 064 364	202 281 870
Charges				
Administration générale	14	37 266 731	34 467 575	35 273 735
Sécurité publique	15	37 047 886	36 479 357	34 723 524
Transport	16	44 559 500	51 938 284	46 389 391
Hygiène du milieu	17	21 170 283	24 584 010	23 324 437
Santé et bien-être	18	1 540 500	1 540 500	803 400
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 021 500	3 415 539	3 679 153
Loisirs et culture	20	39 323 440	40 580 990	39 151 677
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 012 000	1 837 503	2 094 780
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	186 941 840	194 843 758	185 440 097
Excédent (déficit) lié aux activités	25	5 659 600	8 220 606	16 841 773
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		309 181 608	292 339 835
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		309 181 608	292 339 835
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		317 402 214	309 181 608

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	42 337 929	33 762 826
Débiteurs (note 5)	2	27 105 858	44 106 280
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	656 711	726 561
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	70 100 498	78 595 667
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	71 812 931	57 008 633
Revenus reportés (note 11)	12	3 529 278	3 789 616
Dette à long terme (note 12)	13	55 405 004	66 942 004
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	2 503 700	2 794 600
Autres passifs (note 14)	15	11 524 636	11 081 381
	16	144 775 549	141 616 234
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(74 675 051)	(63 020 567)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	390 422 330	370 699 552
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	714 198	720 128
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	940 737	782 495
	23	392 077 265	372 202 175
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	317 402 214	309 181 608
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	317 402 214	309 181 608
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	317 402 214	309 181 608

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 659 600	8 220 606	16 841 773
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	36 615 351)(	41 073 696)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		16 892 573	15 766 796
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(19 722 778)	(25 306 900)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		5 930	15 466
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(158 242)	144 065
	13		(152 312)	159 531
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	5 659 600	(11 654 484)	(8 305 596)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(63 020 567)	(54 714 971)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(63 020 567)	(54 714 971)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(74 675 051)	(63 020 567)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 220 606	16 841 773
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	16 892 573	15 766 796
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (augmentation) de valeur placement fonds de garantie	4.1	60 750	74 191
	5	25 173 929	32 682 760
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	17 000 422	(12 592 367)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	13 320 161	19 665 293
Revenus reportés	9	(260 338)	824 516
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(290 900)	(534 700)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 930	15 466
Autres actifs non financiers	13	(158 242)	144 065
	14	54 790 962	40 205 033
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(34 687 959)	(36 041 795)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(34 687 959)	(36 041 795)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(90 900)	(90 900)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	(44 000)
Cession	23	100 000	
	24	9 100	(134 900)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		
Remboursement de la dette à long terme	26	(11 537 000)	(18 507 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29.1		
	30	(11 537 000)	(18 507 000)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	8 575 103	(14 478 662)
Solde déjà établi	32	33 762 826	48 241 488
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	33 762 826	48 241 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	42 337 929	33 762 826

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Pointe-Claire est un organisme municipal reconstitué le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q.,c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-205 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal.

La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal

Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité inclut dans son périmètre comptable le Club aquatique de Pointe-Claire Inc.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pointe-Claire excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Club aquatique de Pointe-Claire est de 100 %.

b) Partenariats

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas six mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et des permis de construction sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	5,10,15, 20, 25, 27, 35 et 40 ans
Bâtiments:	20, 25 et 40 ans
Véhicules:	5 et 10 ans ou 20 ans (Véhicules lourds)
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	10 ans
Machinerie lourde :	20 ans
Équipement informatique :	5 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus**Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert**

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15)* sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :

-pour le passif constaté sur la durée de vie restant des actifs correspondants.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation) les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	42 337 929	33 762 826
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	42 337 929	33 762 826
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	42 337 929	33 762 826
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	41 865 222	33 493 924
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	4 055 353	19 805 250
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 058 283	14 023 516
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	952 858	3 302 653
Organismes municipaux	13	654 575	10 941
Autres			
▪ Droits de mutation / taxes eau	14.1	4 580 764	5 968 094
▪ Amendes pénalités / autres	14.2	804 025	995 826
	15	27 105 858	44 106 280
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 950 558	6 426 920
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 950 558	6 426 920
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	786 346	686 514
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	361 279	424 513
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	12 662 884	11 005 896
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	527 000	
Ministère de la Culture et des Communications	26	483 280	808 000
Autres ministères/organismes	27	2 023 840	1 785 107
	28	16 058 283	14 023 516

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à taux variant de 1,58 % à 4,46 % (2024 - 1,58 % à 4,46 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2030 et 2040 (2024 - 2030 et 2040).

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	356 711
Autres placements	35	300 000
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	656 711
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note

Placements de portefeuille comptabilisés au coût ou au coût après amortissement :

- Placements à titre d'investissement - Fonds de garantie : 356 711 \$
- Autres placements - Certificats de placement garantis : 300 000 \$

8. Autres actifs financiers

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note**9. Emprunts temporaires**

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	7 061 015	11 990 026
Salaires et avantages sociaux	45	13 437 547	14 224 471
Dépôts et retenues de garantie	46	13 524 347	8 663 605
Provision pour contestations d'évaluation	47	36 131 900	19 209 921
Autres			
▪ Intérêts courus dette à LT	48.1	333 662	346 047
▪ Divers	48.2	1 279 710	1 280 739
▪ REM redevances	48.3	44 750	1 293 824
	49	71 812 931	57 008 633

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	2 511 301	1 734 877
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Licences et permis et autres revenus reportés	62.1	559 325	1 651 126
▪ Terra Cotta conservation	62.2	17 400	17 400
▪ Club Aquatique	62.3	441 252	386 213
	63	3 529 278	3 789 616

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 2 511 301\$ (2024 – 1 734 877 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,00	2036	2041	64	55 405 004	66 942 004
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	55 405 004	66 942 004
Frais reportés liés à la dette à long terme							
					71	()	()
					72	55 405 004	66 942 004

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2026	73		3 395 000			3 395 000	
2027	74		2 970 000			2 970 000	
2028	75		3 021 000			3 021 000	
2029	76		4 160 000			4 160 000	
2030	77		4 243 000			4 243 000	
2031 et plus	78		37 616 004			37 616 004	
	79		55 405 004			55 405 004	
Intérêts et frais accessoires							
	80		()		()		
	81		55 405 004			55 405 004	

Note

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (1 157 700)	(1 503 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (1 346 000)	(1 291 600)
	84 (2 503 700)	(2 794 600)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 3 279 000	2 786 800
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 72 700	54 700
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 69 216	66 411
	90 3 420 916	2 907 911

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 11 524 636	11 081 381
Autres	93.1	
	94 11 524 636	11 081 381
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 11 081 381	10 655 174
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98 443 255	426 207
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 11 524 636	11 081 381

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le désamiantage. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment les produits contaminants tels que les hydrocarbures identifiés sur certains terrains.

Principales hypothèses utilisées:

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente environ 52% du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4%
Période d'actualisation*	77 ans
Taux d'inflation	3%

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 21 558 972\$ (21 558 972\$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	82 553 618			82 553 618
Eaux usées	102	93 332 873	44 675		93 377 548
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	217 073 691	19 377 094		236 450 785
Autres					
▪ Parcs publics	104.1	42 369 104	2 558 468		44 927 572
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	145 529 266	12 303 549		157 832 815
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	25 806 173	1 085 038		26 891 211
Ameublement et équipement de bureau	109	7 031 415			7 031 415
Machinerie, outillage et équipement divers	110	27 943 334	15 270		27 958 604
Terrains	111	23 903 091			23 903 091
Autres	112	18 927 127	1 231 257		20 158 384
	113	684 469 692	36 615 351		721 085 043
Immobilisations en cours	114				
	115	684 469 692	36 615 351		721 085 043
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	34 573 959	1 911 308		36 485 267
Eaux usées	117	48 845 160	2 008 789		50 853 949
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	99 669 923	5 234 003		104 903 926
Autres					
▪ Parcs publics	119.1	24 083 346	1 410 105		25 493 451
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	43 985 106	3 519 264		47 504 370
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	14 915 984	1 187 590		16 103 574
Ameublement et équipement de bureau	124	6 740 382	78 742		6 819 124
Machinerie, outillage et équipement divers	125	25 102 348	559 170		25 661 518
Autres	126	15 853 932	983 602		16 837 534
	127	313 770 140	16 892 573		330 662 713
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	370 699 552			390 422 330
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Services informatiques	143.1	340 684
▪ Services autres divers	143.2	196 396
▪ Régime de retraite	143.3	403 657
Autres		
▪	144.1	
	145	940 737
		782 495

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville s'est engagée, selon des contrats pour la collecte et le transport des déchets domestiques, des matières secondaires récupérables, des matières compostables et la disposition de matériaux secs, échéant jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 1 169 089 \$ incluant les taxes. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 950 969 \$ en 2026, à 218 120 \$ en 2027.

La ville s'est engagée, selon des contrats relatifs au déblaiement & enlèvement de la neige, échéant jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 948 160 \$ incluant les taxes. Le paiement exigible pour les prochains exercices s'élève à 568 896 \$ en 2026, à 379 264 \$ en 2027.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La ville s'est engagée, selon des contrats de services, échéant jusqu'en 2028, à verser une somme totale de 3 658 263 \$ incluant les taxes. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 2 509 046 \$ en 2026, à 955 272 \$ en 2027 et à 193 945 \$ en 2028.

20. Droits contractuels

Programmes de subvention

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 10 321 531 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 5 162 150 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu, la totalité de ces subventions demeure disponible pour des travaux.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 1 976 194 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier d'encaissement de ces subventions s'établit comme suit :

2026	269 527 \$
2027	249 498 \$
2028	228 826 \$
2029	207 487 \$
2030	185 472 \$

2031 et suivantes 835 384 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations totalisant un montant d'environ 10 458 000 \$ pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour dommages et intérêts. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Advenant un accueil favorable de ces réclamations, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Les opérations liées aux activités d'investissement, qui n'entraînent pas de mouvements de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie et qui sont exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie sont les suivantes:

	2025	2024
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer	1 927 392	(5 031 901)

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	16 143 068	16 076 981
En souffrance :		
moins de 30 jours	880	-
de 30 à 60 jours	12	695
plus de 60 jours	-	-
	16 143 960	16 077 676
Moins la provision pour créances douteuses	(1 350)	(1 000)
	16 142 610	16 076 676

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est évaluée correctement pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

2025

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	32 960 671	–	–	1 250 000	34 210 671
Intérêts courus à payer	333 662	–	–	–	333 662
Dettes	3 395 000	9 064 000	6 307 000	36 639 004	55 405 004

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	35 591 937	–	–	1 250 000	36 841 937
Intérêts courus à payer	346 047	–	–	–	346 047
Dettes	3 819 000	10 821 000	9 389 000	42 913 004	66 942 004

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2025			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	41 421 792	41 421 792
Débiteurs	13 507 443	–	13 507 443
Placements	300 000	–	300 000
Passifs financiers			
Dettes	55 405 004	–	55 405 004

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	33 109 309	33 109 309
Débiteurs	12 238 413	–	12 238 413
Placements	400 000	–	400 000
Passifs financiers			
Dettes	66 942 004	–	66 942 004

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation ou d'une diminution de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait augmenté ou réduit de 1 758 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2025 (211 943 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2025.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Budget 2025		Réalizations 2025			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	168 662 777	168 766 200	165 214 583				165 214 583	
2 Compensations tenant lieu de taxes	1 945 829	2 080 600	2 063 986				2 063 986	
3 Quotes-parts								
4 Transferts	3 938 184	4 208 600	5 077 901				5 077 901	
5 Services rendus	6 542 805	6 449 100	6 058 033			1 733 733	7 069 233	
6 Imposition de droits	12 440 032	6 535 900	11 962 703				11 962 703	
7 Amendes et pénalités	879 847	685 400	1 144 018				1 144 018	
8 Revenus de placements de portefeuille								
9 Autres revenus d'intérêts	4 907 607	2 700 000	3 854 885				3 854 885	
Autres revenus								
10 Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables								
11 Autres	1 006 669	30 800	162 111				162 111	
12 Effet net des opérations de restructuration								
13	200 323 750	191 456 600	195 538 220		1 733 733		196 549 420	
Investissement								
14 Taxes								
15 Quotes-parts								
16 Transferts			5 527 467				5 527 467	
17 Imposition de droits								
Autres revenus								
18 Contributions des promoteurs								
19 Autres	983 244		987 477				987 477	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
20								
21 Effet net des opérations de restructuration								
22	983 244		6 514 944				6 514 944	
23	201 306 994	191 456 600	202 053 164		1 733 733		203 064 364	

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Budget 2025		Réalizations 2025		Total consolidé'
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenaires
Revenus	24	201 306 994	191 456 600	202 053 164		1 733 733	203 064 364
Charges							
Administration générale	25	34 027 925	37 266 731	33 145 541	1 322 034		34 467 575
Sécurité publique	26	34 550 290	37 047 886	36 320 626	158 731		36 479 357
Transport	27	40 179 865	44 559 500	44 749 507	7 188 777		51 938 284
Hygiène du milieu	28	19 079 683	21 170 283	20 379 291	4 204 719		24 584 010
Santé et bien-être	29	803 400	1 540 500	1 540 500			1 540 500
Aménagement, urbanisme et développement	30	3 643 886	4 021 500	3 380 272	35 267		3 415 539
Loisirs et culture	31	34 452 954	38 178 600	35 755 548	3 983 045	1 564 930	40 580 990
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	2 094 780	2 012 000	1 837 503			1 837 503
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	15 766 796		16 892 573 (	16 892 573)		
	36	184 599 579	185 797 000	194 001 361		1 564 930	194 843 758
Excédent (déficit) lié aux activités	37	16 707 415	5 659 600	8 051 803		168 803	8 220 606

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

(en dollars)

	Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025	Total consolidé
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités				
Moins : revenus d'investissement	16 707 415	5 659 600	168 803	8 220 606
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	(983 244)	()	()	(6 514 944)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	15 766 796		16 892 573	16 892 573
Produit de cession				
(Gain) perte sur cession				
Réduction de valeur / Reclassement				
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues				
Réduction de valeur / Reclassement				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	74 191		60 750	60 750
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	74 191		60 750	60 750
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme	(18 042 820)	11 057 600	()	11 060 638
Affectations	(18 042 820)	(11 057 600)	(11 060 638)	(11 060 638)
Activités d'investissement				
Excédent (déficit) accumulé	243 493	970 000	()	90 900
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté				
Excédent de fonctionnement affecté	15 295 355	6 718 000	8 748 537	8 748 537
Réserves financières et fonds réservés	(761 397)	(350 000)	62 520	62 520
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(262 702)	(131 351)	(131 351)	(131 351)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
	14 027 763	5 398 000	8 588 806	8 588 806
	11 825 930	(5 659 600)	14 481 491	14 481 491
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	27 550 101	16 018 350	168 803	16 187 153

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	983 244	6 514 944	6 514 944
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 (	1 243 480)(	1 780 531)()(
Administration générale	3 (	43 206)(	1 963 992)()(
Sécurité publique	4 (	33 877 455)(	27 474 480)()(
Transport	5 (	485 178)(	44 675)()(
Hygiène du milieu	6 ()()()(
Santé et bien-être	7 ()()()(
Aménagement, urbanisme et développement	8 (	5 424 377)(	5 351 673)()(
Loisirs et culture	9 ()()()(
Réseau d'électricité	10 ()()()(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	11 (	41 073 696)(	36 615 351)()(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()()()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	90 900)(	90 900)()(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14			
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	243 493	90 900	90 900
Excédent accumulé	16			
Excédent de fonctionnement non affecté	17	1 298 451	7 907 002	7 907 002
Excédent de fonctionnement affecté	18	19 716	3 054	3 054
Réserves financières et fonds réservés	19	1 561 660	8 000 956	8 000 956
	20	(39 602 936)	(28 705 295)	(28 705 295)
	21	(38 619 692)	(22 190 351)	(22 190 351)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2024		2025		Total consolidé*
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	33 118 078	41 423 970	913 959	42 337 929	
2 Débiteurs (note 5)	44 087 497	27 087 736	223 540	27 105 858	
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)	326 561	356 711	300 000	656 711	
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)					
7 Autres actifs financiers (note 8)					
8	77 532 136	68 868 417	1 437 499	70 100 498	
PASSIFS					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
10 Emprunts temporaires (note 9)					
11 Crédeurs et charges à payer (note 10)	57 053 918	71 867 332	151 017	71 812 931	
12 Revenus reportés (note 11)	3 403 403	3 088 026	441 252	3 529 278	
13 Dette à long terme (note 12)	66 942 004	55 405 004		55 405 004	
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	2 794 600	2 503 700		2 503 700	
15 Autres passifs (note 14)	11 081 381	11 524 636		11 524 636	
16	141 275 306	144 388 698	592 269	144 775 549	
17	(63 743 170)	(75 520 281)	845 230	(74 675 051)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
18 Immobilisations corporelles (note 15)	370 699 552	390 422 330		390 422 330	
19 Propriétés destinées à la revente (note 16)					
20 Stocks de fournitures	720 128	714 198		714 198	
21 Actifs incorporels achetés (note 17)					
22 Autres actifs non financiers (note 18)	632 275	744 341	196 396	940 737	
23	372 051 955	391 880 869	196 396	392 077 265	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
24 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	32 333 632	23 489 014	1 041 626	24 530 640	
25 Excédent de fonctionnement affecté	60 317 572	68 525 398		68 525 398	
26 Réserves financières et fonds réservés	7 687 820	7 622 246		7 622 246	
27 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(9 982 658)	(9 851 307)	()	(9 851 307)	
28 Financement des investissements en cours	(92 558 610)	(114 749 358)		(114 749 358)	
29 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	310 511 029	341 324 595		341 324 595	
30 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
31	308 308 785	316 360 588	1 041 626	317 402 214	

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	44 728 400	43 029 946	43 029 946	42 949 770
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	12 729 500	10 411 694	10 411 694	9 409 350
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	36 323 800	32 108 257	32 950 654	30 558 236
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 707 100	944 143	944 143	1 260 480
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	304 900	314 760	314 760	337 100
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		578 600	578 600	497 200
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	88 825 000	88 732 864	88 732 864	83 854 258
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	430 200	362 625	362 625	347 957
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		16 892 573	16 892 573	15 766 796
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses	21.1	250 000	99 583	99 583	32 743
▪ Charge de désactualisation	21.2	460 000	443 255	443 255	426 207
▪ Remboursement dépenses électorales	21.3	38 100	83 061	83 061	
	22	185 797 000	194 001 361	194 843 758	185 440 097

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	24 530 640	33 206 455
Excédent de fonctionnement affecté	2	68 525 398	60 317 572
Réserves financières et fonds réservés	3	7 622 246	7 687 820
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	9 851 307)(	9 982 658)
Financement des investissements en cours	5	(114 749 358)	(92 558 610)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	341 324 595	310 511 029
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	317 402 214	309 181 608
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	23 489 014	32 333 632
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 041 626	872 823
	11	24 530 640	33 206 455
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Réserve - déneigement	12.1	900 000	650 000
▪ Réserve - projets 2025	12.2	16 673 905	
▪ Réserve - projets 2024	12.3	26 471 984	22 525 329
▪ Réserve - projets 2023	12.4	5 619 973	16 677 343
▪ Réserve - projets 2022	12.5	2 547 046	2 609 717
▪ Réserve - projets 2021	12.6	1 310 853	3 443 690
▪ Réserve - projets 2020	12.7	523 104	393 214
▪ Réserve - projets 2019	12.8	140 551	281 975
▪ Réserve - projets 2018	12.9	666 185	691 733
▪ Réserve - projets 2017	12.10		53 810
▪ Réserve - projets 2016	12.11	10 271 409	10 575 069
▪ Réserve - projets 2015-2012	12.12	3 400 388	2 415 692
	13	68 525 398	60 317 572
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	68 525 398	60 317 572

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪	18.1	
	19	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	7 622 246
Organismes contrôlés et partenariats	24	7 300 820
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	387 000
Autres		
▪	32.1	
	33	7 622 246
	34	7 687 820
	7 622 246	7 687 820

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	9 851 307)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 (	9 851 307)(
Autres mesures d'allègement fiscal		9 982 658)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres		
▪	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	9 851 307)(
		9 982 658)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 4 888 328	5 062 577
Investissements à financer	64 (119 637 686)(	97 621 187)
	65 (114 749 358)	(92 558 610)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 390 422 330	370 699 552
Propriétés destinées à la revente	67	
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 356 711	326 561
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 390 779 041	371 026 113
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 390 779 041	371 026 113
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (55 405 004)(	66 942 004)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 ())
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 5 950 558	6 426 920
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (49 454 446)(	60 515 084)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (49 454 446)(	60 515 084)
	82 341 324 595	310 511 029

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Pour la description du régime, se référer à l'annexe F de l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2024 publiée le 31 octobre 2025.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 503 000)	(2 073 400)
Charge de l'exercice	4 (3 279 000)(	2 786 800)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 624 300	3 357 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 157 700)	(1 503 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 162 743 600	150 676 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (162 958 400)(	150 906 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (214 800)	(229 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (942 900)	(1 273 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 157 700)	(1 503 000)
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 157 700)	(1 503 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ((214 800))(	(229 900)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ((214 800))(	(229 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 6 828 200	6 228 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 6 828 200	6 228 000
Cotisations salariales des employés	21 (3 551 100)(	3 217 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 3 277 100	3 010 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (529 500)	(674 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30 2 747 600	2 336 100
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 9 344 800	8 550 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 (8 813 400)(	8 099 400)
Rendement espéré des actifs	33 531 400	450 700
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 3 279 000	2 786 800
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 12 420 800	12 939 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (8 813 400)(	8 099 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 3 607 400	4 839 800
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (3 408 100)	(4 727 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 7 528 800	6 804 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 162 743 600	150 676 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 214 800	229 900
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 27 686 700	19 533 900
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 13	14
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 9	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 23	25
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,07 %	6,06 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,06 %	6,06 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 291 600)	(1 255 900)
Charge de l'exercice	56 (72 700)(	54 700)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 18 300	19 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 346 000)	(1 291 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 069 200)(	1 041 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 069 200)	(1 041 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (276 800)	(250 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 346 000)	(1 291 600)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 346 000)	(1 291 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 069 200)(	1 041 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 069 200)(	1 041 300)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 41 100	35 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 41 100	35 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 41 100	35 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (15 600)	(26 800)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
•		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 25 500	8 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 47 200	46 500
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 47 200	46 500
Charge de l'exercice	86 72 700	54 700
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 42 100	77 300
Prestations versées au cours de l'exercice	91 18 300	19 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 4,70 %	4,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 6,30 %	7,08 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,05 %	4,05 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques	103.1	
•		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	6
Description du régime			
		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	12 923	17 435
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	43 441	40 455
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	25 775	25 956
	121	69 216	66 411

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	161 034 100	157 577 691	157 577 691
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 060 300	1 422 010	1 422 010
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	162 094 400	158 999 701	158 999 701
				164 069 671
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 671 800	6 214 882	6 214 882
Égout	13			4 593 106
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
•	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18			
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	6 671 800	6 214 882	6 214 882
				4 593 106
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	6 671 800	6 214 882	6 214 882
	28	168 766 200	165 214 583	165 214 583
				168 662 777

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	687 800	678 010	615 549
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	1 281 500	1 263 297	1 208 868
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	1 969 300	1 941 307	1 824 417
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	70 200	71 515	70 247
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	70 200	71 515	70 247
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	41 100	51 164	51 165
	46	41 100	51 164	51 165
	47	2 080 600	2 063 986	1 945 829

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	21 000	22 498	24 896
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	152 450	144 467	153 870
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	152 450	144 467	153 870
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	433 300	504 390	469 474
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75		7 095	5 147

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81	12 000	2 319	2 319
Promotion et développement économique	82			8 359
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	67 800	259 430	259 430
Activités culturelles				217 413
Bibliothèques	85	295 500	149 900	149 900
Autres	86			
Réseau d'électricité	87			
	88	1 134 500	1 234 566	1 234 566
				1 033 029

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	5 527 467	5 527 467	
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	5 527 467	5 527 467	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	559 200	1 328 417	1 139 509
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	2 514 900	2 514 918	1 765 646
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	3 074 100	3 843 335	2 905 155
TOTAL DES TRANSFERTS	141	4 208 600	10 605 368	3 938 184

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149	175 600	192 185	192 185
Autres	150			183 590
	151	175 600	192 185	192 185
183 590				
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	175 600	192 185	192 185
				183 590

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	225 800	202 852	259 160
	189	225 800	202 852	259 160
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194	35 500	58 964	53 008
	195	35 500	58 964	53 008
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198	150 700	103 423	193 080
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	150 700	103 423	193 080
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	385 000	306 521	614 689
	215	385 000	306 521	614 689

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	5 476 500	5 194 088	6 205 288
	229	5 476 500	5 194 088	6 205 288
Réseau d'électricité	230			
	231	6 273 500	5 865 848	6 877 048
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	6 449 100	6 058 033	7 069 233
			7 517 681	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	1 525 900	2 624 683	1 097 227
Droits de mutation immobilière	234	5 010 000	9 338 020	11 342 805
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	6 535 900	11 962 703	12 440 032
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	685 400	1 144 018	879 847
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	2 700 000	3 854 885	4 907 607
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	30 800	1 149 588	1 989 913
	252	30 800	1 149 588	1 989 913
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	1 182 900	800 129		800 129	800 129	796 297
2	1 502 100	2 269 909		2 269 909	2 269 909	1 274 018
3	6 945 200	5 667 641		5 667 641	5 667 641	5 588 240
4	5 622 700	5 622 700		5 622 700	5 622 700	6 208 200
5	3 160 600	2 994 506		2 994 506	2 994 506	2 841 151
Autres						
▪ Quotes-parts	11 579 431	11 591 546		11 591 546	11 591 546	11 360 958
▪ Communication et autres	7 273 800	4 199 110	1 322 034	5 521 144	5 521 144	7 204 871
7	37 266 731	33 145 541	1 322 034	34 467 575	34 467 575	35 273 735
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
8	20 180 000	20 180 100		20 180 100	20 180 100	19 282 100
Police						
Sécurité incendie						
9						
Premiers répondants						
10	11 522 186	11 522 186		11 522 186	11 522 186	10 876 880
Autres						
11	4 986 000	4 319 382		4 319 382	4 319 382	4 058 018
Sécurité civile						
12	359 700	298 958	158 731	457 689	457 689	506 526
Autres						
13	37 047 886	36 320 626	158 731	36 479 357	36 479 357	34 723 524
TRANSPORT						
Réseau routier						
14	17 039 400	16 964 698	4 698 909	21 663 607	21 663 607	20 613 090
Voirie municipale						
15	4 056 400	4 439 620	1 311 157	5 750 777	5 750 777	4 059 733
Enlèvement de la neige						
16	1 516 600	1 499 515	1 178 711	2 678 226	2 678 226	2 065 825
Éclairage des rues						
17	642 700	546 469		546 469	546 469	619 631
Circulation et stationnement						
Transport collectif						
18	21 104 400	21 104 400		21 104 400	21 104 400	18 843 800
Transport en commun						
19						
Transport aérien						
20						
Transport par eau						
21	200 000	194 805		194 805	194 805	187 312
Autres						
22	44 559 500	44 749 507	7 188 777	51 938 284	51 938 284	46 389 391

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 320 000	2 340 472	2 340 472	2 340 472	2 049 299
Réseau de distribution de l'eau potable	24	10 660 183	10 521 472	10 521 472	10 521 472	9 586 698
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 389 000	1 004 691	1 004 691	1 004 691	956 968
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 315 325	1 022 162	1 022 162	1 022 162	1 404 430
Élimination	28	2 156 700	2 156 700	2 156 700	2 156 700	2 045 100
Matières recyclables						
Collecte sélective	29	1 100 725	1 262 364	1 262 364	1 262 364	1 031 369
Collecte et transport	30					
Tri et conditionnement						
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 069 425	859 690	859 690	859 690	977 630
Traitement	32					
Matériaux secs	33	644 225	639 090	639 090	639 090	784 573
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	514 700	572 650	572 650	572 650	243 616
Autres	39					
	40	21 170 283	20 379 291	4 204 719	24 584 010	23 324 437
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	1 540 500	1 540 500	1 540 500	1 540 500	803 400
	45	1 540 500	1 540 500	1 540 500	1 540 500	803 400

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
46	2 933 200	2 324 920		2 324 920	2 324 920	2 313 409
Aménagement, urbanisme et zonage						
47	20 000					
Rénovation urbaine						
48	243 100	232 570		232 570	232 570	305 382
Biens patrimoniaux						
Autres biens						
Promotion et développement économique						
49						
Industries et commerces						
50						
Tourisme						
51	825 200	822 782	35 267	822 782	822 782	1 025 095
Autres						
52			35 267	35 267	35 267	35 267
Autres						
53	4 021 500	3 380 272	35 267	3 415 539	3 415 539	3 679 153
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
54	2 490 700	2 485 545		2 485 545	2 485 545	2 228 808
Centres communautaires						
55	2 093 400	1 949 526		1 949 526	1 949 526	1 822 468
Patinatoires intérieures et extérieures						
56	11 876 900	10 946 166		10 946 166	11 788 562	11 754 309
Piscines, plages et ports de plaisance						
57	9 119 600	8 446 770		8 446 770	8 446 770	7 920 653
Parcs et terrains de jeux						
58						
Parcs régionaux						
59	724 000	770 071		770 071	770 071	729 133
Expositions et foires						
60	1 438 700	1 375 951	3 664 965	5 040 916	5 040 916	4 837 442
Autres						
61	27 743 300	25 974 029	3 664 965	29 638 994	30 481 390	29 292 813
Activités culturelles						
62	2 092 580	2 112 931		2 112 931	2 112 932	1 995 191
Centres communautaires						
63	4 540 400	3 936 208		3 936 208	3 936 208	3 930 013
Bibliothèques						
Patrimoine						
64	1 056 520	988 979		988 979	988 979	935 145
Musées et centres d'exposition						
65						
Autres ressources du patrimoine						
66	2 745 800	2 743 401	318 080	3 061 481	3 061 481	2 998 515
Autres						
67	10 435 300	9 781 519	318 080	10 099 599	10 099 600	9 858 864
Autres						
68	38 178 600	35 755 548	3 983 045	39 738 593	40 580 990	39 151 677

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025		Réalizations 2025		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 262 000	1 258 903	1 258 903	1 258 903	1 597 580
Autres frais	71	750 000				
Autres frais de financement	72		578 600	578 600	578 600	497 200
Avantages sociaux futurs	73					
Autres	74	2 012 000	1 837 503	1 837 503	1 837 503	2 094 780
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		16 892 573 (	16 892 573)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			148 520
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	44 675	44 675	336 420
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 733 388	16 733 388	15 345 469
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 643 706	2 643 706	1 959 884
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 558 468	2 558 468	2 447 333
Autres infrastructures	11			238
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	11 369 593	11 369 593	17 658 806
Édifices communautaires et récréatifs	14	933 956	933 956	362 995
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 085 038	1 085 038	1 452 678
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 270	15 270	165 393
Terrains	20			
Autres	21	1 231 257	1 231 257	1 195 960
	22	36 615 351	36 615 351	41 073 696

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			148 520
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	44 675	44 675	336 420
Autres infrastructures	5	21 935 562	21 935 562	19 752 924
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	14 635 114	14 635 114	20 835 832
	12	36 615 351	36 615 351	41 073 696

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	27 921 494	11 473 000	7 718 000	31 676 494
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 994 393		1 170 400	2 823 993
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	28 599 197	(11 473 000)	2 172 238	14 953 959
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	60 515 084		11 060 638	49 454 446
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 426 920		476 362	5 950 558
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 426 920		476 362	5 950 558
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15	6 426 920		476 362	5 950 558
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	17				
	18	6 426 920		476 362	5 950 558
	19	66 942 004		11 537 000	55 405 004
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	66 942 004		11 537 000	55 405 004

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	55 405 004	66 942 004
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	119 637 686	97 621 187
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	31 676 494	27 921 494
Débiteurs	8	5 950 558	6 426 920
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 888 328	5 062 577
Autres	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	132 527 310	125 152 200
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	132 527 310	125 152 200
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	1 544 843	1 077 592
Autres organismes	17	10 694 000	9 563 000
Endettement total net à long terme	18	144 766 153	135 792 792
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	141 041 000	135 844 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21	141 041 000	135 844 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	285 807 153	271 636 792
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	5 622 700	5 622 700	6 208 200
Autres	3	11 579 431	11 591 546	11 360 958
Sécurité publique				
Police	4	20 180 000	20 180 100	19 282 100
Sécurité incendie	5	11 522 186	11 522 186	10 876 880
Sécurité civile	6	539 200	539 200	511 300
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	616 200	616 200	511 300
Transport collectif	9	21 104 400	21 104 400	18 843 800
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	7 253 707	7 149 505	6 956 741
Matières résiduelles	12	2 156 700	2 156 700	2 045 100
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	77 000	77 000	73 000
Autres	15	1 780 476	1 780 476	1 414 907
Santé et bien-être				
Habitation	16			584 300
Autres	17	1 540 500	1 540 500	219 100
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	231 100	231 100	292 200
Promotion et développement économique	20	770 200	770 200	949 500
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 155 400	1 155 400	1 095 600
Activités culturelles	23	2 695 800	2 695 651	2 629 272
Réseau d'électricité	24			
	25	88 825 000	88 732 864	83 854 258

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	513 425	461 563
Charges sociales	2	148 970	104 087
Biens et services	3	35 952 956	40 508 046
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	36 615 351	41 073 696

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	108,00	35,00	234 776,00	14 098 828	3 240 184	17 339 012
2 Professionnels	10,00	35,00	25 739,00	1 076 560	241 488	1 318 048
3 Cols blancs	299,00	35,00	535 118,00	15 430 980	4 084 604	19 515 584
4 Cols bleus	175,00	35,00	337 096,00	12 361 858	2 885 958	15 247 816
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	592,00		1 132 729,00	42 968 226	10 452 234	53 420 460
9	9,00			575 145	108 430	683 575
10	601,00			43 543 371	10 560 664	54 104 035

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout	2					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	3	144 467				144 467
Réseau de distribution de l'eau potable	4					
Traitement des eaux usées	5	144 467				144 467
Réseaux d'égout	6	10 284 522		31 912		10 316 434
Autres	7	10 573 456		31 912		10 605 368

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	11 291	12 872
	4	11 291	12 872
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8	13 583	15 485
Autres	9		
	10	13 583	15 485
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	900 287	1 026 341
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	47 961	54 676
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	948 248	1 081 017
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Aprovisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	238 023	271 349
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	291 949	332 826
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	3 785	4 315
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	533 757	608 490
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	3 676	4 191
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	3 676	4 191
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	309 306	352 613
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	17 642	20 112
	41	326 948	372 725
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 837 503	2 094 780

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bissonnette, Paul *	1.1	Conseiller	27 574	13 787	
Bissonnette, Paul *	1.2	Maire suppléant	1 361	680	
Cowan, Brent *	1.3	Conseiller	27 574	13 787	
Cowan, Brent *	1.4	Maire suppléant	2 041	1 020	
Cousineau, Claude *	1.5	Conseiller	27 574	13 787	
Cousineau, Claude *	1.6	Maire suppléant	2 721	1 361	
Homan, Cynthia	1.7	Conseiller	32 229	16 115	
Stainforth, Tara *	1.8	Conseiller	27 574	13 787	
Stainforth, Tara *	1.9	Maire suppléant	680	340	
Stork, Eric	1.10	Conseiller	32 229	16 115	
Thomas, Timothy L. *	1.11	Maire	80 003	17 363	12 763
Zellinger-Thorstad, Kelly	1.12	Conseiller	32 229	16 115	
Zellinger-Thorstad, Kelly	1.13	Maire suppléant	680	340	
Tremblay, Bruno	1.14	Conseiller	32 230	16 115	
Belvedere, John **	1.15	Maire	13 767	2 988	1 284
Matthews, Ludovic **	1.16	Conseiller	4 745	2 372	
Potvin, Michel **	1.17	Conseiller	4 745	2 372	
Swidzinski, Andrew **	1.18	Conseiller	4 745	2 372	
Demers, Claudine **	1.19	Conseiller	4 745	2 372	
	2		359 446	153 188	14 047

Note

*Départ le 8 novembre 2025. Les montants inscrits ici haut excluent l'allocation de départ et l'allocation de transition.

Les sommes pour l'allocation de départ et l'allocation de transition établies au 31 décembre 2025 pour le Maire et les conseillers sortants sont:

	Allocation de départ	Allocation de transition
Thomas, Timothy L.	17 369 \$	112 901 \$
Bissonnette, Paul	25 841 \$	33 589 \$
Cowan, Brent	10 534 \$	34 269 \$
Stainforth, Tara	10 115 \$	32 909 \$
Cousineau, Claude	3 407 \$	22 142 \$

Note: L'allocation de départ de monsieur Brent Cowan a été payé en décembre 2025.

** Élu en novembre 2025

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 7 800 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 1 763 900 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 6 241 321 \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<p>9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?</p> <p>Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :</p> <p>a) crédits de taxes</p> <p>b) autres formes d'aide</p>	<p>67</p>	<p><input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>68</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>69</p>	<p>_____ \$</p>
<p>10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025</p>	<p>70</p>	<p><input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>71</p>	<p>_____ \$</p>
<p>11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?</p> <p>Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025</p>	<p>72</p>	<p><input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>73</p>	<p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>
	<p>74</p>	<p>_____ \$</p>
<p>12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025</p> <p>Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025</p>	<p>75</p>	<p><input style="background-color: #cccccc;" type="checkbox"/> _____ \$</p>
<p>13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD</p> <p>Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :</p> <p>a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses relatives à l'entretien d'hiver • Dépenses relatives à l'entretien d'été <ul style="list-style-type: none"> Systèmes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systèmes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été <p>b) Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses relatives à l'entretien d'hiver • Dépenses relatives à l'entretien d'été <p>c) Total des frais encourus admissibles</p>	<p>76</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>77</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>78</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>79</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>80</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>81</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>82</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>83</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>84</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>85</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>86</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>87</p>	<p>_____ \$</p>
	<p>88</p>	<p>_____ \$</p>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|-------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 2 278 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 994 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 3 |

Règlement

- | | | | |
|--|-----|-------------------------------------|--------------------------|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
|--|-----|-------------------------------------|--------------------------|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Gilles Girouard

Adresse courriel du directeur général

10 gilles.girouard@pointe-claire.ca

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2026

Ville de Pointe-Claire | 66097 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	177 138 300
------------------------	---	-------------

Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Réserve financière pour le service de l'eau

5

Réserve financière pour le service de la voirie

6

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette

7

Activités de fonctionnement

8

Activités d'investissement

9

Autres

10

	11	177 138 300
--	----	-------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau

12

6 120 000

Égout

13

Traitement des eaux usées

14

Matières résiduelles

15

Transport en commun - Taxe sur l'immatriculation

16

Autres

17.1

Centres d'urgence 9-1-1

18

Service de la dette

19

1 000 000

Pouvoir général de taxation

20

Activités de fonctionnement

21

Activités d'investissement

22

	23	7 120 000
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

24

Autres

25

26

	27	7 120 000
--	----	-----------

	28	184 258 300
--	----	-------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	638 100
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	1 209 500
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	1 847 600

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	70 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	70 200

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	47 300
	18	47 300
	19	1 965 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté¹	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1	Taxe foncière générale (taux unique)	x	/100 \$				
2	Taxe foncière générale (taux variés)						
3	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	8 059 325 916 x	0,6112/100 \$				49 258 600
4	Sous-catégories résidentielles	1 336 927 356 x	0,6112/100 \$				8 171 300
5	Immeubles non résidentiels	1 x	1,0000/100 \$				
6	Immeubles industriels	x	/100 \$				
7	Terrains vagues desservis						
8	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
9	Autres	155 548 705 x	1,2976/100 \$				2 018 400
10	Immeubles forestiers	x	/100 \$				
11	Immeubles agricoles	x	/100 \$				
	Total			(	12 119 200)	(	129 809 200
			59 448 300				177 138 300
Taxes spéciales							
12	Service de la dette (taux unique)	x	/100 \$				
13	Service de la dette (taux variés)						
14	Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	x	/100 \$				
15	Sous-catégories résidentielles	x	/100 \$				
16	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
17	Immeubles industriels	x	/100 \$				
18	Terrains vagues desservis						
19	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
20	Autres	x	/100 \$				
	Immeubles forestiers	x	/100 \$				
	Immeubles agricoles	x	/100 \$				
	Total			((

1. Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentiels ou non résidentiels, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté¹	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
	21	x	/100 \$				
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)		x	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux variés)		x	/100 \$				
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	22	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	23	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$				
Immeubles industriels	25	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$				
Autres	27	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$				
Total	30						
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	32	x	/100 \$				
Sous-catégories résidentielles	33	x	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$				
Immeubles industriels	35	x	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$				
Autres	37	x	/100 \$				
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$				
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$				
Total	40						
Taxe d'affaires sur la valeur locative							
	41	x	%				

1. Lorsque la municipalité applique les mesures des sous-catégories d'immeubles résidentiels ou non résidentiels, des taux de taxes foncières distincts (art. 244.64.9 LFM) ou de la taxation par secteur, le taux moyen est utilisé aux catégories applicables. Le taux moyen correspond aux revenus bruts obtenus pour les immeubles imposables d'une catégorie divisés par leur valeur imposable.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Compensation selon article 205 de LFM	6.1 0,6000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxes d'eau résidentielle	6.2 0,7387	7 - autres (préciser)	par M ³ d'eau consommée
Taxes d'eau non résidentielle	6.3 0,7387	7 - autres (préciser)	par M ³ d'eau consommée
Loyer de compteur d'eau	6.4 13,0000	7 - autres (préciser)	diamètre inférieur 1"
Loyer de compteur d'eau	6.5 39,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 1" ou 1.25"
Loyer de compteur d'eau	6.6 86,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 1.5"
Loyer de compteur d'eau	6.7 170,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 2"
Loyer de compteur d'eau	6.8 220,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 3"
Loyer de compteur d'eau	6.9 435,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 4"
Loyer de compteur d'eau	6.10 695,0000	7 - autres (préciser)	diamètre égal 6" et plus

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	104 348 000	13 342 000		2 018 400	
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4	630 842	234 741			71 315
Autres	5	1 284 442	864 442			
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	106 263 284	14 441 183		2 089 715	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Immeubles forestiers			Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres			
	Taxes sur la valeur foncière						
	Générales		57 429 900				177 138 300
	De secteur						
	Autres						
	Taxes sur une autre base						
	Taxes, compensations et tarification						
	Service de la dette		63 102				1 000 000
	Autres		3 971 116				6 120 000
	Taxes d'affaires						
	Sur la valeur locative						
	Autres						
			61 464 118				184 258 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 2

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

3

CODE	Assiette	Taux
6PLUS	1 348 161 400	0,6112

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

4

CODE	Assiette	Taux inf.	Taux sup.
CUBF4782	490 614 800	2,7800	2,7800
CUBF5001	-	3,4658	3,4658
CUBF5002	445 200 000	3,4658	3,4658
CUBF5003	19 250 000	3,4658	3,4658
CUBF5004	207 862 300	3,4658	3,4658
CUBF5005	17 015 700	2,6000	3,4658

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026**

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

5

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

CODE	Assiette	Taux inf.	Taux sup.
CUBF4782	490 614 800	2,7800	2,7800
CUBF5001	-	3,4658	3,4658
CUBF5002	445 200 000	3,4658	3,4658
CUBF5003	19 250 000	3,4658	3,4658
CUBF5004	207 862 300	3,4658	3,4658
CUBF5005	17 015 700	2,6000	3,4658

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.64.26 LFM

6

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

7

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2026 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2026 :

8

9

10 _____ \$

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12

h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM

13

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026

14 _____ \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2026

- i) Imposition d'une taxe sur toute unité d'évaluation qui comprend une terre à vocation agricole exploitable mais non exploitée en vertu des articles 244.75 à 244.78 LFM 15
- Si oui, indiquer le montant total prévu en 2026 16 _____ \$
- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.
2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation
- Taux unique ou taux sectoriel uniformisé
- Taxe foncière générale 17 _____
- Taxes spéciales
- Service de la dette 18 _____
- Activités de fonctionnement 19 _____
- Activités d'investissement 20 _____
- Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé
- Taxe foncière générale 21 _____ 0,6112
- Taxes spéciales
- Service de la dette 22 _____
- Activités de fonctionnement 23 _____
- Activités d'investissement 24 _____
3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 25
4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 :
- a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 26
- b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM 27
- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.
5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2026 pour des exploitations agricoles enregistrées? 28
- Si oui, indiquer le montant. 29 _____ \$
6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) 30 _____ \$
7. Date d'adoption du budget par le conseil 31 _____ 2026-01-20
8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) 32 _____ 205 071 500 \$
9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget 33 _____ 28 246 700 \$
10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget 34 _____ 754 000 \$
11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget 35 _____ \$